

république civile, moderne, démocratique et sociale

6- L'alternative citoyenne : perspectives et cadre organisationnel de lutte

Les Algériens aujourd'hui aspirent à un changement radical, au recouvrement de leur souveraineté confisquée par les tenants du système totalitaire, à vivre dignement et librement dans un Etat de droit qui consacre les libertés individuelles et collectives à travers l'instauration d'une nouvelle République civile, moderne, démocratique et sociale, qui consacrera les valeurs de la citoyenneté, en forgeant un cadre de lutte pour aller dans le sens de leur libération et pour jouir de la citoyenneté pleine et entière.

La réussite de ce cadre organisationnel dépend de l'engagement de chacun, des capacités à dépasser les contradictions et les facteurs ayant entraîné les divisions. L'appel est lancé aux citoyennes et citoyens pour construire cette alternative du renouveau porteuse en instaurant une nouvelle République démocratique et sociale. Cette ultime alternative aura à consacrer et ancrer les valeurs de la citoyenneté vectrice d'une dynamique sociale et démocratique garante de l'équité à la faveur de la justice sociale. L'implication des citoyennes et citoyens dans le processus de prise de décisions permettra de l'extirper des féodalités introduites dans les mœurs politiques, économiques, sociales, culturelles et sociétales.

Ce qui implique la mise en place d'un plan de redressement réfléchi et appliqué collectivement dans la perspective de la réactivation des valeurs intrinsèques universelles de la citoyenneté. Une concertation qui aboutira à un contrat social autour d'une charte populaire pour l'équité et la citoyenneté.

7- Les fondamentaux de la ruptu-

re pour la citoyenneté

Le traitement de la crise multidimensionnelle politique, sociale, économique, culturelle et linguistique ne peut s'accommoder de l'escamotage des causes à son origine, notamment l'impunité, la corruption, le népotisme, le gaspillage, les passe-droits, l'exclusion sociale, la paupérisation, la clochardisation, le déni identitaire, la hogra, l'absence de démocratie et de libertés, l'absence d'alternance au pouvoir. Aussi la rupture avec les pratiques du passé exige de nous d'être clairvoyants et de tirer les leçons des expériences vécues récemment en Tunisie, en Lybie et en Egypte.

C'est dans ce sens qu'il est indispensable de déterminer les fondamentaux qui constituent des postulats à l'alternative avant la mise en place de la période de transition. Il s'agit notamment du respect de toutes les libertés démocratiques énoncées par la Déclaration universelle des droits de l'homme, en évacuant tout amalgame entre le religieux et le politique (la religion qui relève du domaine privé et la politique qui appartient au domaine public) ; la primauté du civil sur le militaire (limiter le rôle de l'armée aux missions sécuritaires) ; au plan politique, garantir l'alternance démocratique au pouvoir en édifiant un Etat de droit assurant tous les droits politiques, socio-économiques et culturels ; la séparation effective des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) ; l'obligation de rendre des comptes ; la démocratie participative et la réorganisation territoriale en instituant les instances régionales adéquates ; la co-officialité de la langue amazighe et de la langue arabe ; et l'égalité homme-femme.

8- Un cadre de lutte pacifique

L'alternative du changement est évoquée par deux catégories. En

amont, par ceux qui prônent la position du changement à l'intérieur du système qui est portée par ceux qui ont exercé avant leur mise en retraite et/ou écartés des responsabilités politiques civiles et militaires. Cette catégorie veut impliquer l'institution militaire dans la phase de transition.

En aval, celle portée par plusieurs organisations et prônée par des acteurs d'horizons divers à la recherche d'un changement radical autour de l'instauration d'une nouvelle République. Celle-ci suscite singulièrement l'adhésion de larges franges de la jeunesse désabusée : les chômeurs, les étudiants et d'autres qui s'impliquent dans la société civile.

Les jeunes générations avant-gardistes, éprises de liberté, par leur dynamisme, leur compétence, leur esprit de justice égalitaire, moderne captant et adoptant les luttes menées par des mouvements sociaux dans le monde constituent le gage quant à la matérialisation et la pérennisation de cette alternative.

La combinaison ou la mise en synergie et en réseau de ces deux niveaux permettra des gains en matière de rassemblement des forces pour la constitution du rapport de force nécessaire à la mobilisation à court terme, en mettant en place un cadre de lutte nouveau.

Les cadres existants sont dépassés, ils ne peuvent plus répondre à l'alternative et aux aspirations des populations : le défi à relever est à ce niveau, les sacrifices énormes devraient nous amener à concentrer nos forces dans ce sens.

Il ne s'agit pas de faire semblant de vouloir le changement, le fossé est tellement large qu'il n'est pas évident de colmater les brèches. L'épreuve de la construction passe nécessairement par

la dotation de ce cadre de lutte d'une direction de lutte : pas de mouvement dynamique sans direction, sans dirigeants et surtout sans adhésion populaire.

Ce cadre de lutte constituera une sorte d'autorité morale consensuelle qui aura pour vocation de faire converger les positions, les analyses et les approches des différents acteurs, car toutes les décisions devraient se prendre dans le cadre d'une convergence des points de vue et avoir l'adhésion de l'ensemble des composantes de l'organisation.

L'organisation aura à travailler dans le cadre d'une large concertation populaire qui impliquera la mobilisation des forces vives de l'Algérie (à l'intérieur et à l'extérieur du pays) autour des fondamentaux de la citoyenneté, en confrontant les propositions cadrant avec les objectifs de l'organisation.

Un cadre de lutte populaire organisé, structuré, autonome, ouvert et rassembleur qui œuvrera pacifiquement par la mobilisation des citoyennes et des citoyens dans la perspective d'engager graduellement des actions de rue.

Ce cadre de lutte demeurera mobilisé jusqu'à la réalisation des objectifs de ce projet dans la phase de transition qui ne devrait pas excéder deux années avant de passer le relai aux représentants légitimes du peuple habilités à gérer et à décider de sa destinée : c'est-à-dire ceux qui seront élus au suffrage universel, démocratiquement, dans une transparence totale.

Ulach smah ulach

Ulach l'vot ulach

Le combat continue.

B. A.

* Ex-porte-parole de la délégation du Mouvement citoyen des aârchs

Le coup d'État à l'envers

«Benflis est un terroriste» ! Vu et entendu (plutôt murmuré) à la télévision officielle algérienne. Ces propos sont ceux du président de la République algérienne tenus devant le chef de la diplomatie espagnole.

Monsieur Bouteflika n'a certes pas nommé son plus sérieux concurrent mais tout le monde a compris. Ceux qui avaient un doute sont informés un jour après par la diffusion d'une partie de l'audience accordée par le chef de l'Etat à l'émissaire de l'ONU, Monsieur Brahimi Lakhdar.

Fitna, menaces et autres joyeusetés, tels sont les commentaires de Bouteflika sur la campagne électorale d'où il a été majestueusement absent. Peu importe ses représentants conduits par son Premier ministre en tête, Abdelmalek Sellal, font son éloge et celui de ses quinze années au pouvoir.

Lui Président-candidat transforme ces jours-ci sa résidence

de Zeralda en village gaulois résistant contre le terrorisme. S'il est élu, et de préférence au premier tour, ce n'est pas vraiment grâce à la fraude, c'est l'efficacité de la lutte anti-terroriste. La presse aux ordres titre : «Benflis appelle à la violence», la fraude devient donc légitime pour faire barrage à ce sérieux challenger. De Zeralda, d'El Mouradia, d'Ennahar et autres relais, l'appel au Djihad contre la démocratie est lancé. Dans son acception classique, un coup d'Etat est une démarche plus ou moins violente pour destituer le pouvoir en place. Le génie du système algérien est d'inventer le coup d'Etat à l'envers pour maintenir un pouvoir finissant en place. La fraude fait donc partie des gestes de survie de ce système politique.

Sérieusement, le sujet n'est pas tant la maladie d'un candidat sortant, la question qui se pose est celle de la légitimité d'un pouvoir qui se prolonge pour vingt ans soit une génération ! Mais une génération qui

ignore son bonheur, les trois mandats de Bouteflika ont permis à l'équipe nationale de se qualifier deux fois aux phases finales de la Coupe du monde. Ces quinze années ont vu la construction d'une autoroute reliant, un jour peut-être l'Est à l'Ouest algérien. La corruption qui entache cette œuvre pharaonique ? Les indécidables de certains exécutants sont quasi inévitables. Les scandales de la Sonatrach ? La Sonatrach est une (la seule) entreprise publique rentable. Son ex-grand patron, Monsieur Chakib Khelil, est un homme compétent et intègre. Parole du secrétaire général du parti historique, Amar Saâdani. Ce chef du FLN aussi connu pour sa fibre artistique n'a pas fait d'efforts surhumains pour se tenir à l'écart de la fabuleuse manne financière, son patrimoine immobilier semble conquérir les terres de l'ancienne puissance coloniale et dont la capitale, très accueillante, soigne aussi médicalement les résistants historiques de ce

même FLN. Le sieur Amar Saâdani annonce une victoire de son champion au premier tour avec un taux de 60%. Ce n'est pas un pronostic, c'est une instruction ferme pour l'administration. Exécution ! En plus, il s'agit d'actes anti-terroristes qui incluent notamment des bourrages d'urnes, gestes certes peu innocents mais très pacifiques devant la menace de la fitna et autres violences. Aux urnes citoyens, c'est un appel du FLN et si vous n'êtes pas nombreux, vous serez remplacés.

Six cents milliards de dollars plus tard et quinze ans de bonheur, rappelons-le, ne peuvent être interrompus par un scrutin électoral dont le processus est parfaitement contrôlable, ni par des idées d'anciens Premiers ministres ou généraux qui parlent de transition.

Evoquer ou œuvrer pour une perspective réellement démocratique est un chahut d'anciens hauts responsables qui ne veulent pas se mobiliser contre le terrorisme et dont le seul rem-

Par Naoufel Brahimi El Mili



part est un quatrième mandat, garanti de stabilité essentiellement pour les prébendes acquises à force de flagorneries et de remerciements sonnants et trébuchants.

Face à ce déferlement, le principal challenger, qui a traversé le pays, en long et en large, semble confiant malgré la fraude inéluctable. Sa campagne, la vraie commence le 18 avril. Parole de sympathisant-terroriste.

N. B. E.-M.